

## Une base de l'Otan à proximité d'un pipeline au Kosovo

Le Camp Bondsteel est une base militaire de l'Otan construite en 1999 au Kosovo par les forces armées des États-Unis, près de la ville d'Uroševac au centre de la zone américaine au Kosovo, proche de la frontière avec la Macédoine (il est visible via Google Earth à 42°21' de latitude Nord et 21°14' de longitude Est.), juste après la guerre du Kosovo. Le camp n'est pas le plus grand camp américain en dehors du territoire des États-Unis, mais seulement la plus grande base de l'Otan en Europe. Elle est nommée en l'honneur d'un vétéran de la guerre du Viet-Nam, James Leroy Bondsteel.

En Août 1999, le 9ème Bataillon de Génie Mécanisé du Camp Bondsteel a changé le périmètre sud ouest du camp pour agrandir la zone d'atterrissage d'hélicoptère. Les Ingénieurs ont retravaillé le câble tripe – standard concertina pour le retirer de la zone prévue aux atterrissages. Pour réaliser ce changement dans le périmètre, les ingénieurs ont d'abord coupé des arbres pour deux raisons, faire de la place et permettre une bonne vue à partir de la tour. Ils ont travaillé avec l'organisme d'Affaires Civiles afin de coordonner l'enlèvement des arbres avec les villageois propriétaires des maisons voisines. De la même façon, en Août 1999 la zone d'atterrissage hélicoptère, en service à l'époque de l'ouverture du Camp Bondsteel, a déménagé de la zone de commandement d'opérations à la zone de poste du périmètre sud.

Cinq nouvelles zones d'atterrissage d'hélicoptères, faites de revêtement aluminium, ont géré les atterrissages durant plusieurs mois jusqu'à l'accomplissement d'une zone d'aviation élargie avec 52 pistes.

Elle est située à proximité de chantiers de construction d'oléoducs et de corridors énergétiques d'intérêt vital, comme l'oléoduc transbalkanique financé par les États-Unis, fournissant une manne aux entreprises qui travaillent pour la défense, et en particulier à Halliburton Oil Subsidiary et Brown & Root Services.

Le professeur Michel Chossudovsky, auteur de «America at War in Macedonia» fournit un point de vue analytique approfondi sur le projet de pipeline pétrolier Albanien-Macedonien-Bulgare :

«Le consortium pour le pipeline basé aux US AMBO, est directement lié au pouvoir politique et militaire aux États-Unis et à la société d'énergie Halliburton du vice président Dick Cheney. L'étude de faisabilité pour pipeline pétrolier Trans –Balkan AMBO, réalisée par la société d'ingénierie internationale Brown & Root Ltd, (une filiale britannique d'Halliburton) a déterminé que le pipeline fera partie du corridor d'infrastructures régional essentiel qui comprend, autoroute, chemin de fer, gaz, et lignes de télécommunication en fibre optique. »

«Coincidence, la société White & Case LLT, le cabinet juridique de New York que le président William J. Clinton a rejoint quand il a quitté la Maison Blanche, détient également une part de l'affaire du pipeline AMBO.

«Et après que l'étude de faisabilité ait été achevée par Halliburton, un haut responsable d'Halliburton a été nommé comme président du conseil d'administration d'AMBO. Halliburton a aussi bénéficié d'un contrat de fourniture de services pour les troupes US dans les Balkans et construit « Bondsteel » au Kosovo, qui constitue actuellement «la plus grande base militaire américaine construite à l'étranger depuis la guerre du Vietnam ».

«Le projet de pipeline Trans – Balkans d'AMBO, servirait de lien aux corridors de pipelines entre la Mer Noire et le Bassin de la Mer Caspienne, se trouvant au coeur des réserves de pétrole les plus grandes encore inexploitées. La militarisation de ces différents corridors fait partie intégrale du projet de Washington.

«La politique US de « protection des routes du pipeline » venant du Bassin de la Mer Caspienne (et traversant les Balkans) a été définie par le secrétaire à l'énergie de Clinton, Bill Richardson quelques mois à peine avant le bombardement de la Yougoslavie en 1999 : il s'agit de la sécurité énergétique de l'Amérique. C'est aussi pour empêcher la création de des voies intérieures stratégiques par ceux qui ne partagent pas nos valeurs. Nous essayons de tirer ces nouveaux pays indépendants vers l'Occident ».

«Nous aimerions les voir dépendre des intérêts du commerce et des politiques occidentales plutôt qu'elles prennent une autre direction. Nous avons fait un investissement politique conséquent dans la Caspienne, et c'est très important pour nous qu'à la fois la carte du pipeline et la politique en sortent comme il faut.»

«Favorisant les négociations sur le pipeline AMBO, le gouvernement US a directement apporté son soutien via l'Agence pour le Commerce et le Développement (TDA) et l'Initiative pour le Développement du Sud des Balkans (SBDI). Le TDI suggérait le besoin pour l'Albanie, la Macédoine, et la Bulgarie « d'utiliser des synergies régionales sur lequel puisse s'appuyer le financement public et privé (des entreprises US) tout en affirmant la responsabilité du gouvernement US « pour mettre en application l'initiative.»

Et le gouvernement US a rempli son rôle en faisant la promotion du projet AMBO, accordant plusieurs contrats à Halliburton pour la fourniture de services pour les troupes US dans les Balkans, dont un contrat de 5 ans accordé en juin 2005 par l'armée US d'un montant de 1.25 milliard de dollars, malgré des accusations criminelles portées contre Halliburton sur lesquelles enquêtent actuellement le FBI selon Craig A. Brannagan l'auteur de «On the Political Executive: Public or Private ?»

Quartier général de la Multinational Task Force East (MNTF-E) de l'OTAN, elle abrite en permanence 7.000 militaires de la KFOR.

L'armée des États-Unis a été critiquée pour l'utilisation de la base comme centre de détention, et pour les conditions de détention. Le projet inclus aussi un point des douches séparées et mesures de sécurité – clôtures du périmètre, câble concertina triple-standard, verrouillage des grilles, et un tour de garde amélioré. Ce complexe a remplacé une cellule d'emprisonnement provisoire à Bondsteel et assure de l'espace aux personnes détenues pendant des incidents dans le secteur US au Kosovo.

En novembre 2005, Alvaro Gil-Robles, l'envoyé spécial des droits de l'homme du Conseil de l'Europe, a décrit le camp comme une "version réduite de Guantanamo" à la suite d'une visite surprise «L'endroit ressemblait à une reconstitution de Guantánamo, en plus petit», à déclarer Alvaro Gil-Robles au journal français Le Monde daté du 26 27 novembre 2005. Autre similitude avec Guantánamo, les prisonniers du camp Bondsteel n'ont pas accès à un avocat. En réponse, l'armée américaine a déclaré qu'il n'y avait pas de centre de détention secret dans le camp aujourd'hui. Bien qu'il y ait un centre de détention sur le Camp de Bondsteel, qui a été utilisé par le passé pour recevoir les détenus de la guerre en Irak et pour la Guerre d'Afghanistan.

Une délégation du Comité pour la prévention de la torture et des peines ou traitements inhumains ou dégradants (CPT) du Conseil de l'Europe a fait une première visite au Kosovo (du 21 au 29 mars 2007). La visite a été effectuée sur la base d'un accord signé en août 2004 entre le Conseil de l'Europe et la Mission d'Administration Intérimaire des Nations Unies au Kosovo (MINUK), suivi d'un échange de lettres en 2006 entre les Secrétaires Généraux du Conseil de l'Europe et de l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord (OTAN). La délégation du CPT a examiné le traitement de personnes détenues et les conditions de détention dans divers établissements, notamment des commissariats de police, des établissements pénitentiaires et des institutions psychiatriques/foyers sociaux. Elle a également visité les lieux de

détention du Camp Bondsteel, base militaire des Etats-Unis d'Amérique, où des personnes peuvent être détenues sous l'autorité de la KFOR.

Le camp Bondsteel n'est plus ouvert aux inspections du Comité contre la Torture du Conseil de l'Europe (CPT), qui a pourtant le droit d'inspecter tous les lieux de détention dans les États parties à la Convention européenne contre la torture (dont la Serbie). Les négociations avec la Kfor étaient en cours, mais depuis l'indépendance unilatéral du Kosovo, elles n'ont plus lieu d'être car le Kosovo n'est pas reconnu par le conseil de l'Europe, il est donc hors législation. Le camp restera donc hors d'accès des inspecteurs.

Mise à jour par Patrick Simon – Septembre 2008.